



GRÈVE du 4 MAI 2004

Considérant d'une part

- La diminution, depuis 1994, de 5,7% des dépenses générales pour le DIP et l'augmentation simultanée de 12,1% d'élèves
- Les 9'000 élèves supplémentaires pour un nombre d'enseignants quasi identique qu'en 1991 (et 1'000 postes de travail supprimés entre 1992 et 2002 pour une augmentation de la population de 70'000 habitants...)
- Les économies en matière de construction, de rénovation et d'entretien des écoles et donc un manque de locaux
- L'augmentation générale des effectifs dans les classes et donc une diminution du temps à consacrer à chaque élève
- La recrudescence des incivilités à mettre en relation directe avec les points énoncés ci-dessus
- Les multiples bouleversements, matières nouvelles, réformes qui demandent toujours davantage de tâches aux enseignants alors qu'il est vain de vouloir faire plus avec moins et que, surtout, les restrictions budgétaires vident les meilleures réformes de leur sens
- Les menaces contre toutes les formes d'appui destinées à aider les élèves en difficulté (suppression des cours d'appui, des cours pour élèves germanophones, anglophones, italophones, suppression de postes de généralistes non titulaires, de responsable de structure d'accueil, nombre insuffisant d'institutions SMP, etc.)
- L'aggravation constante de la situation pour les formations professionnelles, du point de vue du financement, des conditions de travail, des effectifs de classes, des réformes structurelles, de l'érosion des titres, et – pour les HES – du processus de Bologne

Et, d'autre part

- Le projet de budget 2004' qui attaque les salaires de diverses manières: pas d'annuité rétroactive de janvier à juin 2004, progression de la prime de fidélité réduite de moitié, indexation plafonnée à 0,1%, suppression de l'indexation semestrielle; et qui ne prévoit qu'un nombre insuffisant de postes (seulement 99 pour l'ensemble du DIP au lieu des 120 nécessaires)
- Le plan financier quadriennal 2004-07 qui programme le démantèlement des services publics en bloquant totalement les engagements de personnel, quelle que soit l'augmentation de la population, en prévoyant de diminuer les subventions de 50 millions, en limitant la progression de la masse salariale à 1,6% et les charges de personnel à 1,3%, en voulant économiser sur les investissements (constructions d'écoles, d'EMS, etc.)
- Le projet "GE-Pilote" qui se base sur le rapport d'un consultant externe, et dont la teneur nauséuse, faite de relents d'audit Andersen à la sauce new public management, a pour objectif d'évaluer l'ensemble des prestations fournies par les services publics et subventionnés pour encore mieux rentabiliser et économiser
- Le projet de loi sur le personnel de l'administration cantonale déposé par les partis de l'Entente qui vise à supprimer le statut du personnel et la nomination, qui veut introduire le principe de conventions collectives par professions et entend aussi et surtout supprimer les mécanismes salariaux, les annuités, la prime de fidélité, pour les remplacer par le salaire au mérite



Le syndicat des enseignant-e-s du primaire genevois invite toutes/tous les collègues à suivre massivement le préavis de grève déposé par le Cartel intersyndical de la fonction publique et du secteur subventionné pour l'après-midi du 4 mai 2004.

Par cette action, l'association professionnelle entend que le corps enseignant primaire dans son entier montre qu'il se mobilisera autant qu'il le faudra pour s'opposer à toute tentative de démantèlement de la fonction publique qui, forcément, met en danger les prestations auxquelles ont droit tous les élèves.

En outre, les employé-e-s du DIP, par leur rôle, par la dimension éducative et citoyenne inhérente à leur fonction, se doivent de défendre les valeurs qu'ils promeuvent au quotidien. Ainsi, la solidarité, notamment avec les plus faibles et les plus démunis, l'égalité des chances, la justice sociale, bref, toutes les composantes d'un véritable Etat social, aujourd'hui déjà bien malmené, méritent une mobilisation d'envergure qui recueillera aussi, à n'en pas douter, l'adhésion d'une grande majorité de la population qui réalise, peut-être un peu tard, qu'elle est depuis trop longtemps le dindon de la farce.

La SPG recommande donc à ses membres de

- **Discuter dans chaque établissement en équipe de la grève**
- **Ne donner aucun cours le mardi 4 mai après-midi**
- **D'informer les familles (et les élèves, en fonction de leur âge) des raisons et des incidences de la grève**
- **De demander aux parents de ne pas envoyer leur enfant à l'école**
- **D'organiser, si besoin, un service minimum (permanence)**
- **De se rendre à la MANIFESTATION à 15h à la place Neuve; de rendre compte à cette occasion du degré de mobilisation dans chaque établissement**
- **De participer au vote de la résolution à la Treille à la fin de la manifestation et de venir aux prochaines assemblées du personnel.**

ÉCOLES EN GRÈVE LE 4 MAI APRÈS-MIDI !

**MERCI DE VOTRE COLLABORATION
ET DE VOTRE MOBILISATION !**